

«Genève va connaître son plus grand déficit»

BUDGET 2021 Le virus, conjugué à deux réformes coûteuses, va faire plonger le déficit cantonal genevois au-delà du milliard de francs. Antonio Hodgers, président du Conseil d'Etat, présente l'approche gouvernementale à même d'éviter que le canton ne se scinde

PROPOS RECUEILLIS
PAR DAVID HAEBERLI
@David_Haerberli

Une crise n'advient jamais au bon moment. Pour Genève, il faut toutefois admettre que la pandémie de SARS-CoV-2 est particulièrement mal tombée. Le canton a voté deux réformes fort coûteuses (la fiscalité des entreprises et le renflouement de la caisse de pension des fonctionnaires) dont les effets concrets devaient se faire sentir dès l'exercice budgétaire 2021. Dans le canton le plus endetté du pays, le virus a fait passer le déficit d'abysal à historique. Les finances vont plonger dans le rouge sang pour des années. Comment le Conseil d'Etat compte-t-il s'y prendre? Antonio Hodgers, son président, dévoile la stratégie gouvernementale, avant la présentation du budget du 17 septembre.

Le déficit 2021 prévu avant la pandémie était de 864 millions de francs. Il doit maintenant friser le milliard, non? Il le dépassera. Le canton va connaître le plus grand déficit de son histoire. Il est le résultat de deux réformes nécessaires et d'une crise imprévisible. Voilà le tableau de départ. Mais je suis persuadé que Genève est capable de surmonter ce défi. La diversité culturelle de notre canton et sa capacité à se réinventer sont des forces sur lesquelles nous nous appuyons. Nos structures sont solides et résilientes.

Quel bilan tirez-vous de l'action du Conseil d'Etat pendant cette période? Le Conseil d'Etat s'est engagé de manière intense. A travers les mesures économiques, la stratégie a été de maintenir à flot plutôt que de laisser tomber en faillite les secteurs touchés. Nous n'allons pas lâcher les petites entreprises, les indépendants et les personnes en situation précaire. Car nous sommes désormais face à un enjeu de solidarité. L'économie tourne aussi à travers ces emplois plus fragiles. Le Conseil d'Etat va continuer à injecter de l'argent dans les secteurs les plus touchés et à aider les plus précaires.

Avant la crise, votre objectif était d'augmenter les charges de 2% par an durant la législature. Est-il toujours tenable? Non. Ce déficit nous amène à faire trois constats. Il faut d'abord tout faire pour éviter une casse économique et sociale. L'Etat

s'engagera auprès des plus touchés à travers des systèmes d'aide ciblée. Des aides directes sont possibles pour des secteurs comme les établissements de nuit, directement impactés par les mesures sanitaires. On ne laissera tomber personne. Deuxièmement, nous ne voulons pas perdre de vue notre cap: continuer à investir pour transformer notre société face aux enjeux du XXIe siècle. Des mesures sont prévues

INTERVIEW

pour atteindre la neutralité carbone et accélérer la transition numérique. Le Conseil d'Etat, en révisant le plan décennal, ne baisse donc pas son niveau d'investissement dans ces domaines, qui atteint au total 8 milliards sur dix ans. La rénovation énergétique des bâtiments, le numérique dans les écoles profiteront directement à l'économie locale. Enfin, le déficit à venir nous incite à avoir une plus grande maîtrise des charges. Sa hausse ne peut plus être de 2% par an; nous visons moins de 1%. Une augmentation reste nécessaire pour assurer les prestations indispensables. Il ne s'agit pas de casser les prestations de base ni d'appliquer une politique d'austérité. Nous avons la chance d'avoir une économie résistante. Le navire genevois est suffisamment solide pour que nous puissions prendre soin de tous les passagers et garder notre cap tout en serrant les boulons et en renforçant la solidarité.

Qu'entendez-vous par «renforcer la solidarité»? Beaucoup de personnes qui travaillent dans l'économie privée ont été touchées dans leur revenu. Une insécurité de l'emploi s'est installée, ce qui peut être source d'angoisses. L'Etat connaît plus de stabilité. Le Conseil d'Etat veut éviter que cette situation n'amène à une fracture au sein de la société. Nous ne voulons pas affaiblir les personnes qui bénéficient de plus de protection, mais les fonctionnaires ne peuvent pas non plus être déconnectés de la réalité. Nous sommes tous sur le même bateau. C'est un acte de solidarité que de réfléchir au maintien de la plus grande cohérence possible entre le privé et le public. Le Conseil d'Etat a des idées qu'il veut partager avec son personnel et le Grand Conseil. Nous n'arrivons pas avec un paquet ficelé. Mais tout le monde devra faire des efforts.

On connaît une première mesure envisagée: une baisse salariale de

Antonio Hodgers:
«Je suis persuadé que Genève est capable de surmonter ce défi.»
(DAVID VAGNIÈRES)



2% contre une semaine de vacances. Je ne peux pas commenter cette information précise. Mais il est juste que notre réflexion inclut une meilleure valorisation du temps libre. A mon sens, il est plus pertinent de nous appuyer sur une philosophie des ressources humaines qui accompagne l'évolution des rapports entre vie privée et vie professionnelle que de couper de manière linéaire. Mais cela doit se faire en dialogue avec le personnel.

Confirmez-vous que le Conseil d'Etat a validé le fait qu'il n'y aura pas de hausse d'impôts? Oui. La position du Conseil d'Etat est qu'il peut y avoir des adaptations sectorielles, comme la revalorisation de la valeur immobilière, mais pas de hausse générale des impôts.

En 2008, le Conseil d'Etat avait lancé une politique d'investissement anticyclique en finançant notamment l'extension du Centre médical universitaire. On sait que les besoins en bâtiments scolaires sont grands à Genève. Font-ils partie de vos investissements à venir? Oui, la hausse du nombre d'élèves impose la construction d'écoles. Les détails seront dévoilés le 17 septembre.

Avec un tel déficit, le mécanisme de frein au déficit risque d'être

«Ce n'est pas le moment de hausser les impôts des ménages de la classe moyenne supérieure»

actionné, non? Il pourrait théoriquement l'être en 2022. Il nous importe de mener une réflexion à ce sujet avec les partis. Son activation se traduira irrémédiablement par de la casse. Le Conseil d'Etat serait en effet tenu de proposer à la population des paires de projets: hausse d'impôts ou baisse des prestations. Or, nous ne voulons aucune des deux. Cette logique fonctionne bien par beau temps. En cas de crise, c'est un mécanisme pervers. Ce n'est pas le moment de hausser les impôts des ménages de la classe moyenne supérieure, ni de couper les prestations pour les plus précaires. Le peuple serait donc réduit à choisir entre la peste et le choléra. Le déficit à venir n'est pas lié à une mauvaise gestion des deniers publics. Il est donc questionnable de mettre ce mécanisme en œuvre sans réflexion préalable.

Vous allez proposer aux députés de le suspendre également, sachant que le frein à l'endettement l'est déjà? Les partis l'ont fait dans le cadre de la RFFA. Ils ont ajouté

des seuils à ceux prévus dans la loi. C'est une solution que je trouve intelligente car elle ne remet pas en cause le principe. Tout le monde peut reconnaître que les causes de la situation que nous vivons sont externes.

Le Grand Conseil nourrit de la défiance envers le Conseil d'Etat. Il l'a récemment exprimé lors des votes sur les politiques publiques. Comment convaincre les députés? Nous arrivons au milieu de la législature. Jusqu'à maintenant, nous avons vécu une période pour le moins compliquée. Un ministre mis en accusation, la plus grande pandémie depuis un siècle et le plus grand déficit de l'histoire du canton. Comme président, il est difficile d'accumuler plus de superlatifs. Cette étape de mi-mandat est la bonne occasion pour donner un nouveau départ. Collectivement, le Grand Conseil et le Conseil d'Etat doivent mieux s'entendre. Il est regrettable que 80% des députés soient représentés dans la composition du Conseil d'Etat et qu'il règne pourtant une

si grande défiance. Pire encore: l'addition de ces défiances ne fait en rien une politique cohérente et globale. Le Conseil d'Etat veut donc avoir des discussions avec les partis et les responsables de groupe pour mieux les impliquer dans les réformes à venir. Ce travail avait été fait au moment de la RFFA et à l'occasion d'un récent accord sur le logement. Et il a payé.

Comment comptez-vous vous y prendre? Je veux donner plus de place aux partis, qui, de leur côté, doivent être plus indépendants des lobbies. Les premiers pensent à l'intérêt général, les seconds à des secteurs particuliers. Il s'agit de repolitiser la politique genevoise, dans le sens noble du terme, à savoir définir un projet commun qui ne se résume pas à la somme des intérêts particuliers. Nous allons impliquer les partis dans la réflexion sur les enjeux à venir. Le Conseil d'Etat arrive avec des propositions larges. Le but est d'ouvrir un espace de débats. Le parlement me rend optimiste. Je crois au pouvoir de l'intelligence collective. Ensemble, nous trouverons un équilibre. En politique suisse, il n'existe pas d'autre voie. Croire qu'il suffit d'être la chambre de résonance des mécontentements particuliers est un calcul à court terme. ■

EN BREF

La barre des 400 nouveaux cas de Covid-19 est franchie

La Suisse a franchi vendredi pour la première fois la barre des 400 cas supplémentaires de Covid-19 en 24 heures (405), selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Pour Stefan Kuster, la situation est néanmoins stable, avec peu d'hospitalisations et de décès. Seuls deux décès supplémentaires sont à déplorer pour les dernières 24 heures, pour un total de 1732. Le nombre de contaminations augmente, lui, continuellement ces dernières semaines, a reconnu Stefan Kuster, chef de la division Maladies transmissibles de l'OFSP. Mais le taux de reproduction, soit le nombre de personnes infectées par un malade, reste inférieur à 1, taux à partir duquel la propagation devient exponentielle, a-t-il souligné. Et les personnes de moins de 40 ans forment toujours la plus grande cohorte des cas positifs, soit les trois quarts. ATS

Une première grève du climat depuis le coronavirus

Pour la première fois depuis le début de la pandémie de Covid-19, le mouvement de la grève du climat est redescendu vendredi dans les rues de Suisse. Des rassemblements ont eu lieu dans 18 villes, réunissant au total quelques milliers de personnes, surtout des jeunes. Des cortèges ont défilé, principalement l'après-midi, à Berne, Fribourg, Zurich, Uster, Davos, Lucerne, Lausanne, Saint-Gall, Interlaken, Genève, Neuchâtel, Delémont, Schaffhouse, Altdorf, Bâle, Olten, Bienne et Winterthur. Les gens ont «un intérêt direct à avoir un avenir sur une planète habitable», ont déclaré les organisateurs. Le mouvement se sent abandonné par les politiques, pas entendu ni assez écouté. «Nous avons été insultés et ridiculisés par la droite, utilisés et trompés par les partis de gauche», ont-ils déploré. ATS

PUBLICITÉ

HIRSLANDEN
CLINIQUE BOIS-CERF

LE DOCTEUR BÉRENGÈRE ROZIER AUBRY

Spécialiste en Rhumatologie FMH et Maladies Osseuses
Ancien médecin cadre du Service de rhumatologie et
Centre des maladies osseuses, CHUV

a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son cabinet médical et sa collaboration avec la Clinique Bois-Cerf à Lausanne.

Consultation et urgences sur rendez-vous du lundi au vendredi.

Adresse du Cabinet

Chemin de Pré-Fleuri 6, CH-1006 Lausanne
T + 41 78 244 35 30, secretariat.rozieraubry@svmed.ch